

Face aux constats de l'absence de débats organisés dans les quartiers populaires et du désintérêt des habitants pour le grand débat national, le Gouvernement tente de prendre des initiatives pour rassembler davantage.



Le ministre de la Ville et du Logement, Julien Denormandie, invite les conseils citoyens, centres sociaux et régies de quartiers à se mobiliser.

Première initiative pour faire vivre le grand débat national dans les quartiers populaires, le ministre a adressé le 29 janvier dernier plusieurs courriers aux conseillers citoyens, présidents des centres sociaux et régies de quartier. Ces courriers invitent les acteurs des quartiers à s'impliquer, les incitant à soutenir la mise en place de débats associant les habitants pour que leurs attentes et propositions soient entendues. Le ministre a également rappelé l'importance du rôle que jouent ces réseaux pour la démocratie locale.

Le Président de la République s'est rendu à Evry- Concouronnes le 4 février dernier, pour un échange avec les maires et acteurs de banlieue parisienne.

Plusieurs mois après la concertation nationale, [le Pacte de Dijon, la remise du Rapport Borloo](#) [1] et enfin [la feuille de route « Mobilisation nationale pour les quartiers »](#) [2], le Président s'est à nouveau présenté devant les maires de banlieues.

Les thématiques abordées au cours du débat :

- **La suppression des emplois aidés** : le Président a reconnu les difficultés qu'entraînent ces suppressions pour les structures les plus fragiles, insistant sur l'accélération des mesures de compensation. Le développement des PEC (*parcours emplois compétences*) "pas assez

utilisés parce que pas assez connus", la garantie jeune et l'ouverture du service civique ont notamment été évoqués.

- **La formation professionnelle et l'apprentissage**, restent une priorité pour le chef de l'Etat qui a rappelé les travaux en cours sur la réforme de l'apprentissage.

Du nouveau concernant le développement de l'apprentissage dans les zones

prioritaires : lors d'un déplacement en région Centre-Val-de-Loire, le délégué interministériel chargé du développement de l'apprentissage dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPPV), Patrick Toulmet, a précisé qu'il y aurait « *en avril, des annonces très surprenantes au niveau national qui vont nous permettre d'aller chercher ces jeunes* ».

- **La crise du logement et les inquiétudes concernant la loi Elan** : les élus ont rappelé le manque de logements sociaux sur les communes, ils ont également fait part d'un certain scepticisme concernant les effets de la loi Elan, bousculant le secteur du logement social : évolution des procédures d'attribution, simplification des normes, incitation à la vente HLM, regroupements des organismes et suppression de l'accord du maire préalable à la vente de logements sociaux. ([plus d'infos sur la loi Elan \[3\]](#))
- Les seuils et les sanctions inscrits dans la [loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain \(SRU\)](#) [4] ont été remis en cause par les maires. Toutefois cette loi n'évoluera pas. Le président s'est cependant dit ouvert à regarder les situations au cas par cas, et laissant la possibilité aux préfets d'apprécier la loi "avec une certaine latitude" et "obligation de résultats".
- **La cour d'équité territoriale**: certains élus se sont interrogés sur la création de cette instance chargée de vérifier la mise en oeuvre des moyens de rééquilibrage des politiques publiques sur les territoires carencés. Cette mesure était proposée dans le Plan Borloo, le Président s'était dit favorable à sa création le 22 mai dernier, aucun calendrier n'a été évoqué.
- **Le droit de vote des étrangers aux élections locales** : cette proposition ne sera pas mise en place, le développement de l'accès à la citoyenneté française étant prioritaire.

Un plan d'aide pour les petites associations

Le Président a annoncé au cours du débat un "grand plan pour les petites associations", évoquant la possibilité de déployer les **emplois francs au secteur associatif**, un dispositif d'aide aux entreprises qui recrutent des résidents des quartiers défavorisés. Le ministre Julien Denormandie a enchéri sur le sujet, regrettant que les contraintes administratives soient aussi fortes pour les associations, favorisant "*les professionnels de la recherche de financement*". Il s'est également dit favorable aux subventions pluriannuelles pour ces petites associations.

Le ministre a annoncé travailler avec les associations sur ce plan, attendu pour la mi-mars.

Le point de vue de l'Association des Maires de Ville & Banlieue

L'association s'est exprimée par voie de communiqué de presse quelques jours avant le débat. Le communiqué, s'il reconnaît l'invitation, alerte toutefois sur le risque de "communautarisation" du dialogue, au risque de provoquer une "fracture" entre les territoires ruraux en difficulté et les sites urbains les plus fragiles.

L'association revient sur les évènements passés : l'appel de Grigny, les rencontres organisées dans toute la France et enfin la remise du Rapport Borloo au Gouvernement. Pour les maires de villes et banlieues, le débat a déjà eu lieu dans les quartiers défavorisés. Ils estiment que trop peu de propositions ont été retenues à l'issue de ces travaux.

Si l'association admet que des efforts ont été faits depuis avec la réaffectation de crédits et les cités

éducatives, elle demande à l'Etat d'aller plus loin : retour à un financement Etat pour les emplois aidés ou d'utilité sociale ; compensation par l'Etat des surcoûts de fonctionnement communaux résultant du renouvellement urbain, des contrats de ville, des zones et réseaux d'éducation prioritaire ; augmentation de la DSU ; ou encore la mise en oeuvre d'actions fortes permettant d'engager les médias pour une meilleure image des territoires.

Retrouvez les autres revendications dans le communiqué de presse :



Rendez-vous à Evry Courcouronnes

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lyon, le 2 février 2019

L'association des maires Ville & Banlieue de France relève que le Président de la République invite des maires de communes abritant des quartiers populaires urbains fragilisés à un échange s'inscrivant dans le cadre du « *Grand débat national* ».

Aucune bonne ou mauvaise raison ne justifierait de refuser d'échanger. Plusieurs membres du bureau de l'association qui porte la parole des territoires urbains en déshérence répondront à l'invitation, même s'il faut faire preuve de prudence dans un contexte de « *communautarisation* » du dialogue, risquant de fracturer la cohésion nationale en opposant les territoires ruraux en difficulté aux sites urbains vulnérables.

Il convient tout de même de se remémorer l'histoire récente. Des mois durant, après de funestes choix de l'État fragilisant gravement les efforts de cohésion urbaine et sociale menés depuis des décennies dans le cadre de la « *politique de la ville* », plus d'un millier d'élus, d'acteurs associatifs et économiques, et de résidents des banlieues et centre anciens dégradés, ayant lancé « *l'appel de Grigny* », ont parcouru le pays pour organiser des rencontres visant à exposer leurs initiatives et actions, les confronter, les analyser et formuler des propositions au Chef de l'État et au gouvernement. Pour les sites urbains précaires, le « *Grand débat* » a eu lieu.

Mais on sait hélas ce qu'il est advenu des « *Cahiers de la co-construction* » passés au pilon et du « *Rapport Borloo* » directement rangé aux oubliettes, sur fond de mépris affiché à l'endroit des maires, qualifiés de « *mâles blancs* » et exclus du *Conseil présidentiel des villes* par Emmanuel Macron lui-même.

Le mécontentement exprimé par les élus locaux a tout de même été en partie entendu. Des crédits annulés en 2017 ont été réalloués. Un ministre en charge de la Ville et du Logement a été installé. Quelques suggestions et propositions ont été prises en compte, telles les *cités éducatives*.

Poids : 86.45 Ko

[Téléchargement](#) [5] [Favoris +](#) [6]

Retrouvez les vidéos du grand débat en banlieue : https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/videos-grand-debat-national-dix-sequences-a-retenir-de-la-reunion-d-emmanuel-macron-avec-des-maires-et-des-habitants-de-banlieues_3175241.html [7]



Dates: Mercredi 6 février 2019 - 09:30

Thématiques: [Participation citoyenne](#) [8]

[Politique de la ville - DSU](#) [9]

Publié le 06 février 2019

URL de la source (modifié le 26/02/2019 - 09:45): <https://www.irev.fr/actualites-0/quelle-place-pour-les-quartiers-populaires-dans-le-grand-debat-national>

Liens

[1] <https://www.irev.fr/actualites-0/politique-de-la-ville-rapport-borloo-et-point-sur-les-evolutions-en-cours>

[2] <https://www.irev.fr/actualites-0/politique-de-la-ville-la-feuille-de-route-nationale-publiee>

[3] <https://www.irev.fr/actualites-0/loi-elan-queles-ressources-mobiliser>

[4] <http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/transparence-logement-social>

[5] https://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/cpresse_020219_courcouronnes_.pdf

[6] <https://www.irev.fr/javascript%3A%3B>

[7] https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/videos-grand-debat-national-dix-sequenc-es-a-retenir-de-la-reunion-d-emmanuel-macron-avec-des-maires-et-des-habitants-de-banlieues_3175241.html

[8] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3675>

[9] <https://www.irev.fr/taxonomy/term/3692>

Bannière: